



Politique agricole après 2013: des réserves sur les propositions de la Commission

Commissions: Commission de l'agriculture et du développement rural

Le commissaire Ciolos a débattu des propositions de réforme de la PAC: nouvelles mesures d'écologisation, meilleur ciblage des paiements aux agriculteurs et dynamisation de la compétitivité, avec les députés de la commission agriculture, mercredi. Les députés ont insisté pour que les nouvelles règles n'augmentent pas la bureaucratie et que le financement réponde aux défis des agriculteurs qui s'efforcent d'assurer aux citoyens de l'UE un approvisionnement sûr en biens de haute qualité.

"Nous sommes confrontés à une réforme de grande importance qui nous mènera vers une nouvelle ère où la volatilité va devenir un phénomène systématique et les agriculteurs auront besoin de nouveaux outils pour gérer une situation nouvelle et difficile", a déclaré le président de la commission de l'agriculture Paolo De Castro (S&D, IT), soulignant qu'il s'agit de la première réforme de la politique agricole co-décidée par le Parlement et le Conseil des ministres.

Les nouvelles règles devraient se concentrer sur un meilleur ciblage des paiements aux agriculteurs, reliant le soutien à leur apporter aux mesures d'écologisation - comme celle de mettre en jachère 7% des terres agricoles - sur une aide supplémentaire pour la recherche et l'innovation, des aides aux jeunes agriculteurs, un filet de sécurité pour répondre à des crises comme celle de l'E-coli et une plus grande concurrence dans la chaîne de distribution alimentaire, a indiqué M. Ciolos à la commission parlementaire.

Les députés ont accueilli les propositions avec des réserves, appelant à réduire davantage les tracasseries administratives, à répartir plus équitablement le financement de l'UE, questionnant sur les mesures d'écologisation et se félicitant des plans destinés à accroître les dépenses d'innovation.

La réforme doit répondre aux attentes des agriculteurs et des consommateurs

"Le Parlement européen va faire un plein usage de ses prérogatives de co-décision", a déclaré Albert Dess (PPE, DE), se félicitant des propositions, un bon point de départ pour une discussion. "Nous ne pourrions en aucun cas accepter un surcroît de bureaucratie", a-t-il prévenu à l'égard des mesures de verdissement proposé, ajoutant que la sécurité alimentaire pour les 500 millions de citoyens de l'UE est quelque chose que le PPE "veut voir garanti".

Les négociations qui nous attendent seront "un jalon dans l'histoire de l'Union européenne" et nos décisions doivent être fondées sur "la solidarité et la justice", a déclaré Luis Manuel Capoulas Santos (S&D, PT), appelant à "des résultats finaux pour répondre aux attentes des agriculteurs, des consommateurs et des contribuables", y compris un accès facile aux paiements aux agriculteurs.

Moins de bureaucratie, plus de compétitivité

Communiqué de presse

Certaines des propositions sont bonnes, et d'autres sont mauvaises, a déclaré George Lyon (ADLE, Royaume-Uni), se félicitant "des paiements mieux ciblés" destinés uniquement aux agriculteurs actifs, des dispositions visant à aider les jeunes agriculteurs et de la "revendication de simplification" de la PAC. Le paquet législatif est néanmoins "terriblement insuffisant" sur les mesures visant à rendre l'agriculture européenne plus compétitive, a-t-il affirmé.

Cette proposition de réforme "est compliquée, bureaucratique, va conduire à plus de bureaucratie et sera trop difficile à mettre en œuvre" pour les agriculteurs a déclaré James Nicholson (ECR, Royaume-Uni), en soulignant que le Parlement devra amender la proposition pour la remettre sur les rails. Se référant à la proposition de plafonner les paiements directs pour les grandes exploitations, il a déclaré qu'il s'opposerait à la mesure qui serait "un désastre pour certains États membres".

Une répartition plus équitable des fonds de l'UE

"Vous avez pris des mesures allant dans le bon sens mais pas assez loin", a déclaré Martin Häusling (Verts/ALE, DE), se demandant si une production croissante est "la bonne voie à suivre". Se référant aux projets de redistribution des fonds entre États membres de l'UE, il a estimé que nombre d'entre eux, principalement les nouveaux "seront insatisfaits". "Les consommateurs doivent également être impliqués dans le débat" sur la réforme de la politique agricole, a-t-il ajouté.

La question de la répartition équitable des fonds entre les États membres de l'UE a également été soulevée par Alfred Rubiks (GUE/NGL, LV), qui a insisté pour que la Lettonie et les autres agriculteurs baltes reçoivent en moyenne au moins 90% des paiements européens en 2020.

"Y aura-t-il une certaine forme d'aide pour les États avec des divisions régionales?" a demandé Lorenzo Fontana (EFD, IT), qui s'est également intéressé au type de mesures promotionnelles prises pour soutenir les produits de haute qualité mis sur le marché.

Prochaines étapes

Les rapporteurs du Parlement ont déjà été nommés et la commission de l'agriculture se prépare, en coopération avec la présidence polonaise et la Commission, à un large débat public sur la future politique agricole.

Le premier événement est prévu pour le 7 novembre lorsque la commission de l'agriculture accueillera les ministres de l'agriculture des États membres pour discuter de l'intérêt des propositions dévoilées ce mercredi.

Rapporteurs du Parlement

Rapports de base

Règlement sur les régimes de soutien direct aux agriculteurs: Luis Manuel Capoulas Santos (S & D, PT)

Règlement portant organisation commune des marchés: Michel Dantin (PPE, FR)

Règlement concernant le soutien au développement rural: Luis Manuel Capoulas Santos (S & D, PT)

Règlement sur le financement de la gestion et du suivi: Giovanni La Via (PPE, IT)

Rapports liés à la réforme:

Règlement sur les mesures transitoires pour l'année 2013: Luis Manuel Capoulas Santos (S & D, PT)

Règlement portant organisation commune des marchés (viticulteurs): Herbert Dorfmann (PPE, IT)

Communiqué de presse

Contact :

Ján JAKUBOV

BXL: (+32) 2 28 32119

STR: (+33) 3 881 74005

PORT: (+32) 498 98 35 90

EMAIL: agri-press@europarl.europa.eu